



Les questions énergétiques sont-elles propices à de nouvelles organisations du collectif ?
Peut-on penser différemment les systèmes énergétiques en les centrant sur l'usage, sur le local ?

Créer des approches innovantes et transversales

À l'opposé d'une architecture descendante – du producteur vers le consommateur – les nouveaux modèles énergétiques font appel à une vision plus transversale. La force de l'État-nation au xx^e siècle a été de faire naître des systèmes énergétiques stables, centralisés, où l'usager voyait ses

besoins satisfaits de manière invisible. C'est-à-dire qu'il avait peu connaissance des investissements réalisés, des modes de gestion des réseaux et des moyens de production, des pollutions inhérentes aux process, etc. Seule sa facture attestait du service qu'il devait payer. Cette "cloison" entre le monde de l'énergie

et les citoyens existait aussi à bien des égards entre les industriels en général et leurs clients, et entre entreprises. Le souci de protection de l'environnement des associations puis du grand public, la recherche des collectivités d'une meilleure maîtrise des politiques énergétiques sur leur territoire ou encore le souhait des entreprises de diminuer leur consommation bouleversent ce modèle descendant. Une exigence de



transversalité apparaît, elle-même appelant plus de transparence. Elle prend différentes formes : un groupe d'entreprises qui mettent en place des échanges où les déchets des uns vont devenir les ressources des autres ; un énergéticien devant trouver de nouveaux modes de relations avec les collectivités et avec ses clients pour leur faire faire des économies d'énergie ; un groupe de citoyens fédérant leurs forces et leur argent pour monter un projet d'énergie renouvelable. Les exemples vont se multiplier avec le temps, révélant de nouveaux modes d'action collective, de concertation et de choix partagés. Une forme d'économie circulaire où chaque acteur apporte une pierre à l'édifice commun en relation avec les autres, ce qui implique une autre gouvernance.

Encore minoritaires, ces nouveaux modes gagneront à être analysés par les sciences humaines, en vue d'une éventuelle régulation. Car la transition n'a en effet aucune raison de ne pas conduire à d'autres formes de blocages, comme des excès de positions dominantes, des batailles sur les ressources entre territoires ou la création de projets inadaptés par des acteurs voulant rattraper leur retard à tout prix. Jouer collectif demande à la fois de faire taire et d'exprimer les individualités. Pas facile. *

Stephane Signoret

Énergie, économie d'énergie : les 2 faces d'une même monnaie

MYRIAM MAESTRONI, PRÉSIDENTE D'ECONOMIE D'ENERGIE SAS



L'ensemble des réflexions lancées au cours des dernières semaines dans le cadre du débat sur la transition énergétique nous rappellent combien l'énergie et son utilisation rationnelle sont devenues deux enjeux majeurs de notre société, caractérisée par ses besoins de mobilité et de confort. Quoi de plus naturel, après une décennie de mutations énergétiques inédites qui sont allées de la hausse irréversible du prix du pétrole aux réglementations en matière de performance énergétique, sans oublier la prise de conscience planétaire de l'épuisement des ressources fossiles et du réchauffement climatique... La transition énergétique s'inscrit dans une démarche pluridimensionnelle censée

historiquement garantir la sécurité des approvisionnements et la diversité des origines. Mais elle doit aussi gérer désormais la diversité des mix territoriaux, la diversification des énergies renouvelables et leur part croissante. Il convient aussi d'améliorer l'efficacité énergétique. Cette dernière dimension, actée dans le dernier rapport de l'AIE, s'est convertie, en Europe, en pilier majeur de l'équation énergétique globale. De là est née la nécessité de développer des approches innovantes : définition et standardisation des pratiques en matière de performance énergétique, de rapport coût de l'énergie sur niveau de revenus (précarité énergétique), ou encore d'éco-fiscalité de marché – au travers des certificats noirs, verts ou blancs (CEE). Ceci a induit une évolution radicale des pratiques et modèles économiques des énergéticiens, désormais contraints d'aider leurs clients à faire des économies d'énergie sous peine de payer de fortes pénalités. Or, ce sujet qui

Redonner leurs compétences aux territoires et aux citoyens

► MARIE-CHRISTINE ZÉLEM, PROFESSEUR DE SOCIOLOGIE,
UNIVERSITÉ TOULOUSE II



Le débat sur la transition énergétique est une belle occasion de repenser les modes de production de l'énergie, mais aussi les manières de la consommer.

Repenser les modes de production revient à interroger à la fois les modes de gouvernance et les options qui ont été prises jusque-là au regard de leur impact, tant en termes politiques (confiscation du débat aux mains d'une élite technophile et des producteurs), qu'en termes environnementaux (gaz à effet de serre, pollutions de sites, gestion des déchets, dégradation des sols, de la flore et de la faune, etc.) ou économiques (concentrations des emplois, dépendance énergétique, territoires abandonnés ou fragilisés, etc.), mais aussi en termes de risques (occurrence de catastrophes, santé humaine et animale, etc.). Recentrer le débat sur les potentialités d'exploiter et valoriser les ressources locales et notamment les EnR permet de replacer les territoires au cœur des enjeux. Redonner la parole aux territoires, c'est se donner la garantie que les questions soulevées, mais surtout les réponses données, seront en cohérence avec les réalités économiques et physiques locales, ainsi qu'avec les attentes des acteurs des territoires locaux.

Élargir le débat à tous les échelons de la société et des territoires offre l'opportunité de redonner aux citoyens (consommateurs, usagers, clients, mais aussi électeurs) leurs compétences quant aux grandes options qui vont être prises et qui définiront le paysage énergétique, mais aussi l'environnement et les conditions de vie de demain. Il ne s'agit alors plus de raisonner en termes d'accepta-

bilité sociale ou de mise en conformité des comportements avec les objectifs de sobriété si souvent brandis comme LA condition qui validerait les choix énergétiques. Sur la base d'une réflexion collective, non plus verticale mais bien transversale et horizontale, il s'agit d'aller vers une véritable démocratie technique. Seule la relocalisation des systèmes énergétiques peut conférer aux citoyens un sentiment partagé de maîtrise de leur destin énergétique. Dès lors, la question de savoir comment changer les comportements vers plus de sobriété ne se posera plus du tout en ces termes. Forts de leurs compétences retrouvées, il s'agira pour les territoires locaux de s'organiser pour gérer leurs ressources en adéquation avec les propriétés qui sont les leurs, et compte tenu des projets de société que ces mêmes territoires sont à même de définir pour retrouver une autonomie plus compatible avec leurs aspirations. Une gouvernance énergétique se définissant à l'échelle des bassins de vie, des quartiers, des collectifs d'habitation... réduit les incertitudes tant sur l'offre que sur la demande. Elle représente la garantie que la société civile mette en œuvre les "bonnes pratiques" en intelligence avec les systèmes énergétiques choisis localement, et qu'elle contribue de ce fait à former une demande naturellement "sobre". Le débat sur la transition énergétique représente alors une véritable opportunité pour changer de culture énergétique et donner du sens à la notion de réduction des consommations d'énergie.

Marie Christine Zélem est l'auteur de Politiques de maîtrise de la demande d'énergie et résistance au changement, une approche socio-anthropologique, Ed L'Harmattan, et co-auteur de L'éducation au développement durable, de l'école au campus, Ed L'Harmattan.

est déjà acté en France a pris une dimension européenne avec la directive sur l'efficacité énergétique (EED) d'octobre 2012 qui laisse aux pays membres l'année 2013 pour trouver des mécanismes fiables afin de garantir un seuil de consommation d'énergie maximum tout en veillant à limiter l'impact du poste énergie sur le budget des familles et global. Malgré sa longueur d'avance, la France a encore du chemin à parcourir. Elle devra *a minima* donner le plus tôt possible une visibilité sur les périodes 3 et 4 des CEE jusqu'en 2020 et en définissant les conditions de la prise en compte individualisée de la précarité énergétique.

► Pour en savoir plus :
www.economiedenergie.com

Myriam Maestroni est co-auteur de Mutations énergétiques, Ed. Alternatives, et de Intelligence émotionnelle, services et croissance, Ed Maxima Laurent du Mesnil